



HAL
open science

Autour du marxisme et des “ sciences sociales émancipatrices ”

Erik Olin Wright, Razmig Keucheyan

► **To cite this version:**

Erik Olin Wright, Razmig Keucheyan. Autour du marxisme et des “ sciences sociales émancipatrices ”. Actuel Marx, 2018, 63 (1), pp.202-212. 10.3917/amx.063.0202 . halshs-02517263

HAL Id: halshs-02517263

<https://shs.hal.science/halshs-02517263v1>

Submitted on 6 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

En DéBāT

AUTOUR DU MARXISME ET DES « SCIENCES SOCIALES ÉMANCIPATRICES »

Par Erik Olin WRIGHT

Actuel Marx: Pourriez-vous évoquer votre trajectoire intellectuelle? Dans quelles circonstances avez-vous rencontré le marxisme ?

Erik Olin Wright: Lorsque j'avais vingt ans, en 1967, j'ai passé six mois à Paris. J'avais appris le français au lycée. Je suis venu à Paris pour faire des recherches pour l'attaché culturel de l'ambassade américaine. Il avait besoin d'un assistant afin de réunir les matériaux d'un cours qu'il devait dispenser à son retour à la vie universitaire aux États-Unis l'année suivante. Mais je ne l'ai vu que trois fois. Le contexte parisien de l'époque m'a marqué pour toujours, personnellement et intellectuellement. C'est pourquoi la parution de ce livre *Utopies réelles* en français, mon premier, signifie beaucoup pour moi¹.

AM: Vous étiez déjà sociologue à l'époque ?

E. O. W.: Je me trouvais dans un programme interdisciplinaire de sciences sociales. Il combinait sociologie, sciences politiques, histoire,

philosophie et économie. Assez mélangé, mais formateur. L'attaché culturel m'a laissé faire ce que je voulais. Conséquence, mon français s'est considérablement amélioré. Ainsi, quand j'ai commencé mes études doctorales, en 1971, à l'université de Californie, à Berkeley (j'avais entretemps étudié l'histoire pendant deux ans à Oxford), j'étais en mesure de lire les marxistes français avant qu'ils soient traduits en anglais. C'était particulièrement le cas de Louis Althusser et Nicos Poulantzas. Peu de jeunes marxistes américains avaient accès à ces auteurs à l'époque. Ainsi, mes premiers articles avaient pour objet la théorie marxiste française, notamment la théorie de l'État et des classes sociales de Poulantzas. Ces approches structuralistes ont exercé une grande influence sur ma manière de concevoir le marxisme. L'importance accordée aux concepts, en particulier, m'a beaucoup marqué. Bien entendu, le marxisme français de l'époque se caractérisait aussi par ce que je n'hésite pas à qualifier d'« obscurantisme ». Bien des concepts ou théories étaient opaques. Par exemple, je n'ai jamais réussi à comprendre ce

1. Voir Wright Erik Olin, *Utopies réelles*, La Découverte, Paris, coll. « L'horizon des possibles », 2017.

que « surdétermination » signifie. Je comprends le sens de « détermination » et même de « sous-détermination », mais « surdétermination » ? Mystère...

AM: Mais Althusser et Poulantzas ont quand même marqué votre approche dès cette époque ?

E. O. W. : Oui, je prenais ce qui m'intéressait dans cette tradition, et mettais de côté ce qui me paraissait discutable. Ces auteurs posaient les bonnes questions, même si les réponses n'étaient pas toujours satisfaisantes. Surtout, ils situaient le débat au niveau des concepts. Par exemple qu'entend-on par « État » et « classes sociales » ? Un travail de clarification conceptuelle préalable à la construction des théories et des stratégies est nécessaire. Dans un second temps, j'en suis venu à « brancher » une perspective analytique, à mon sens beaucoup plus claire et rigoureuse, à ce type de questionnements. Prenant le contrepied des approches françaises dominantes de l'époque – marxistes et non marxistes – le marxisme analytique pourchasse sans relâche toutes les formes d'obscurité conceptuelle. L'idée étant qu'il faut être aussi clair que possible pour faciliter le travail critique du lecteur, et ainsi faire avancer la réflexion collective.

AM: Par-delà d'importantes différences, cet ancrage dans le

marxisme français des années 1960 vous rapproche de marxistes anglo-américains tels que Fredric Jameson ou David Harvey. Jameson doit beaucoup à Sartre, Harvey à Henri Lefebvre...

E. O. W. : C'est vrai. Dans les années 1960, le marxisme était dominant, et à l'intérieur du marxisme, la tradition française était l'une des plus stimulantes pour les jeunes intellectuels que nous étions. Le coût d'entrée de la lecture d'auteurs comme Althusser et Poulantzas est élevé, il s'agit sans conteste de textes difficiles. Mais une fois entré, le bénéfice intellectuel est considérable.

AM: Vous publiez dès cette époque dans la New Left Review (NLR). Est-ce qu'en même temps que le marxisme français, l'univers intellectuel de la « new left » a constitué une influence pour vous ?

E. O. W. : C'est effectivement dans la NLR que je publie l'un de mes premiers articles, consacré justement à Poulantzas et à sa théorie des classes sociales². À l'époque, la NLR était l'une des, si ce n'est la revue dominante de la gauche radicale anglo-américaine. C'est tout naturellement que j'en suis venu à leur proposer l'article. La NLR n'a pas en soi exercé une influence sur mes recherches. Mais publier dans cette revue avait une implication pour

2. Voir Wright Erik Olin, « Class Boundaries in Advanced Capitalist Societies », *New Left Review*, 1/98, juillet-août 1976.

moi en tant que jeune universitaire. Cela signifiait que j'étais identifié comme quelqu'un qui publie dans une revue politique généraliste de la gauche, et pour un public plus large que le public académique. C'était une stratégie délibérée de ma part. Très tôt, je me suis donné pour objectif à la fois d'être légitime dans le champ académique, celui de la sociologie en l'occurrence, afin d'être crédible et d'ouvrir un espace pour le marxisme, et en même temps d'éviter d'être absorbé complètement par une matrice disciplinaire étroitement professionnelle. Publier dans la *NLR* m'obligeait à écrire d'une manière et sur des sujets que les éditeurs de la revue trouvaient pertinents pour un public de gauche. Je me suis dit : si j'écris des articles publiables avec leur accord, cela m'ancrera résolument à gauche. Parallèlement, je publiais aussi dans l'*American Sociological Review* des articles d'allure plus universitaire. Plus que la *NLR*, c'est l'« Analytical Marxism Group » qui a été la principale source d'influence sur mon travail. Les réunions de ce groupe continuent à ce jour, nous venons d'ailleurs de clore à New York notre 37^e session...

AM: Pouvez-vous nous en dire plus sur l'histoire et l'actualité du marxisme analytique ?

E. O. W.: Le collectif qui a donné lieu à cette appellation a connu une étonnante longévité,

qui s'étend désormais sur quatre décennies. Ceci s'explique notamment parce que des liens d'amitié se sont rapidement formés entre les participants. En 1979, Gerry Cohen publie *Karl Marx's Theory of History: A Defence*. Avec quelques collègues, il organise à Londres une réunion, pas tout à fait une conférence, afin de discuter du livre. Je n'étais pas présent à cette première réunion. Avec Andrew Levine, j'ai rédigé un compte rendu très favorable de ce livre dans la *NLR*. Nous y reconstruisions l'argument de Cohen, en indiquant ses points forts et faibles. Gerry a apprécié ce texte, et m'a invité à participer à la rencontre suivante. Les réunions n'avaient pas au départ vocation à s'inscrire dans la durée, mais c'est ce qui est arrivé. Et elles en sont venues à désigner cette tradition interne au marxisme, le marxisme analytique. Au départ, elles comptaient une dizaine de personnes. Des chercheurs comme Philippe Van Parijs, John Roemer, Jon Elster, Adam Przeworski, Sam Bowles, Hillel Steiner, Robert Brenner, Pranab Bardhan sont venus se joindre à nous avec le temps. C'était un club essentiellement masculin au départ, ce qui était assez problématique... Les choses ont changé depuis.

Le nom de code officieux du groupe était « No Bullshit Marxism Group », ou « NBSMG ». L'expression « No Bullshit » désignait dans ce contexte l'insistance absolue sur la clarté et la rigueur de l'argu-

mentation, et le refus de tout effet rhétorique pour imposer un point de vue. Progressivement, l'expression « marxisme analytique » s'est imposée. Le marxisme est plein de contradictions et d'insuffisances. Nous pensions important de les identifier, afin justement de les transcender. Quand on lit Althusser et quelques autres, on a parfois l'impression qu'il n'y a pas de problème auquel ils n'aient de solution ! Le caractère prétentieux de certaines approches marxistes de l'époque était problématique, sur le plan aussi bien épistémologique que politique.

— *AM: Est-ce que vous vous réclamez toujours du marxisme aujourd'hui ?*

E. O. W. : Oui, en tout cas selon ma définition du marxisme, que certains trouveront peut-être trop large. *Utopies réelles* est à mes yeux un livre marxiste. Si vous pensez que le capitalisme est une formation historique qui se caractérise par la domination et l'exploitation, que les classes sociales sont un élément central aussi bien du problème que de la solution, que des alternatives politiques existent, et que l'objectif du travail intellectuel est d'aider ces alternatives à éclore, alors selon moi vous êtes un marxiste. C'est la seule tradition qui pose les problèmes en ces termes. Si en revanche être marxiste, c'est croire en la théorie de la valeur travail, alors je ne suis pas marxiste. Si être marxiste c'est

penser que l'on peut prédire le futur sur la base du passé, et que le capitalisme est nécessairement condamné à terme, je ne suis pas marxiste. Bien entendu, le capitalisme a des tendances contradictoires et même autodestructrices. Mais ses capacités de récupération et de stabilisation sont fortes. Ce système a toujours été plus résilient que ses critiques marxistes aiment à le croire, et je crois que cela reste le cas aujourd'hui. Il y a donc bien des thèses identifiées au marxisme auxquelles je n'adhère pas. Mais à mes yeux, s'inscrire dans une tradition intellectuelle ne revient pas à adhérer à tous ses arguments passés. Il y a une différence entre une tradition intellectuelle, dans laquelle on puise des problématiques et des concepts, et une idéologie. Une idéologie est fermée sur elle-même, elle impose des limites à ce qui est pensable.

Au demeurant, le nom de la tradition marxiste a toujours été un problème. Quand vous nommez une tradition du nom d'une personne, vous ne faites pas seulement reconnaître une dette envers une figure fondatrice. Vous suggérez aussi que le moment fondateur a quelque chose de spécial, que dans les débats actuels, se référer à ce moment permet de trancher. C'est contraire à la démarche scientifique. Pour prendre un autre exemple, on n'appelle plus depuis longtemps la biologie évolutionniste « darwinisme ». Il est vrai que la théorie de

l'évolution de Darwin demeure au centre de la biologie évolutionniste. Mais *L'Origine des espèces* n'a pas d'autorité particulière aujourd'hui, et aucun biologiste ne cite ce texte pour emporter un argument. En somme, on ne retourne pas au texte, on étudie le monde. Et les théories biologiques évolutionnistes ont considérablement évolué depuis Darwin. Cette mue, le marxisme ne l'a pas subie. Que cette tradition demeure attachée au nom de son fondateur implique que l'on accorde souvent trop d'importance au texte pris à la lettre, au fait de citer Marx et ses successeurs.

Un autre aspect du problème est que le marxisme comme doctrine a historiquement servi deux fonctions. Il s'agit d'une idéologie tournée vers l'action politique, mais aussi d'un cadre intellectuel pour la recherche scientifique. Ces deux fonctions sont parfois contradictoires. L'idéologie vise à inspirer les militants, à créer de la cohésion, et à donner des réponses aux questions politiques du moment. À l'inverse, le marxisme comme science doit être réflexif – et même sceptique – par rapport à ses propres conclusions. La tension entre ces deux fonctions a souvent été importante, même si elle ne l'est plus aujourd'hui comme autrefois. Jadis, vous pouviez être exclu d'un parti parce que vous aviez soulevé une réserve concernant la théorie de la valeur travail. Pour ma part, je suis convaincu que la théorie de

la valeur travail est erronée. Mais je suis convaincu également que ce n'est pas grave. On peut parfaitement maintenir une théorie de l'exploitation, une théorie de la centralité de l'exploitation dans le fonctionnement des sociétés capitalistes, tout en renonçant à la théorie de la valeur travail.

De surcroît, je n'hésite pas à introduire des idées non marxistes au sein du marxisme. Il n'y a pas de raisons de penser que ce courant dispose d'un monopole sur l'identification des mécanismes qui expliquent le fonctionnement du capitalisme. Le marxisme n'est pas une théorie de tout. C'est une théorie « régionale », qui porte sur certains mécanismes et processus à l'œuvre dans le monde social. Mais d'autres mécanismes ont été mis en évidence par d'autres traditions, et il n'y a pas de raisons de se priver de leur apport.

A. M. : Dans Utopies réelles, vous vous réclamez de ce que vous appelez les « sciences sociales émancipatrices ». Pourriez-vous en dire davantage sur ce que vous entendez par là ?

E. O. W. : Les trois termes sont importants : *sciences sociales émancipatrices*. Le mot « émancipateur » concerne les valeurs politiques qui sous-tendent mes recherches, à savoir la volonté de favoriser l'émancipation partout et toujours. Il s'agit de contester toutes les

formes d'oppression, et de montrer que des alternatives existent. Notez bien qu'« émancipateur » est différent de « critique ». Une perspective critique révèle les mécanismes oppressifs à l'œuvre dans la société. Une perspective émancipatrice va plus loin, en travaillant sur les alternatives. Aujourd'hui, une bonne partie des théories que l'on appelle « critiques » se caractérisent par leur pessimisme, en ce sens qu'elles n'incluent pas de volet normatif, orienté vers la construction d'une société juste. Une perspective émancipatrice part de la critique de l'existant, mais y ajoute une dimension constructive. Le mot « science » renvoie quant à lui à l'idée qu'imaginer des alternatives au capitalisme suppose au préalable d'avoir analysé aussi précisément que possible le fonctionnement de ce système. On m'accuse parfois d'être « positiviste ». On dit cela, plus généralement, de la tradition marxiste analytique. Si cela signifie que j'accorde de l'importance aux faits empiriques, et aux mécanismes causaux qui expliquent leur survenue, je ne vois pas où est le mal. Enfin, le mot « social » suggère que le problème et la solution ne sont pas seulement individuels, mais qu'ils sont collectifs. Bien entendu, agir sur les consciences individuelles a son importance. Sinon, pourquoi écrire des livres ? Mais l'action formatrice de la société est d'essence collective.

A. M. : L'ouvrage contient également une critique de l'idée de « révolution », qui a été centrale dans l'histoire des gauches. En quoi consiste cette critique ? Faut-il renoncer à toute idée de révolution ?

E. O. W. : Il y a une critique de l'idée de « rupture révolutionnaire » plutôt que de révolution. Le mot révolution est à la mode à l'heure actuelle aux États-Unis. La coalition qui a soutenu la candidature de Bernie Sanders aux primaires démocrates avait pour nom « *Our Revolution* ». L'idée était qu'un changement profond dans l'orientation politique du pays est nécessaire. Mais bien entendu, personne ne suggère que ce changement passe par une « rupture », et encore moins une rupture violente. Il y a une ambiguïté dans le mot de « révolution ». Parfois, la révolution se réfère à l'objectif, et parfois aux moyens mis en œuvre pour l'atteindre. Je suis pour ma part un révolutionnaire si l'on entend par là quelqu'un qui croit en la possibilité d'un monde radicalement différent, où les êtres humains pourraient s'épanouir pleinement. L'objectif est révolutionnaire en un sens fort. Mais je ne suis pas un révolutionnaire si cela consiste à dire que la seule manière d'atteindre cet objectif est la « rupture », soit une coupure nette avec les formes de vie actuelles. Cette idée de rupture suppose qu'il serait possible de détruire le système social actuel dans son ensemble, et de lui en subs-

tituer un autre. Si une telle rupture pouvait fonctionner, je n'y serais pas opposé. Mais je pense que ce n'est pas possible, et les faits historiques le démontrent. Les ruptures ne produisent pas d'émancipation. Dans des sociétés complexes, pleines d'interdépendances, comme les nôtres, les tentatives de rupture complètes sont vaines. Mon opposition à la rupture comme cœur d'une stratégie politique repose donc sur des bases pragmatiques. Bien entendu, la réorientation de la société passera par une action collective de masse. Cette action collective aura un impact décisif sur les institutions politiques. Mais la transformation des structures sociales, de la vie quotidienne, est un processus de beaucoup plus long terme, qui ne peut être que progressif. Vouloir aller trop vite en la matière génère forcément de la répression, les exemples historiques sont nombreux.

A. M. : Un exemple que vous utilisez à plusieurs reprises dans le livre est celui de Wikipédia. Qu'y a-t-il de neuf dans ce modèle que vous appelez « collaboratif », et qu'est-ce que la gauche peut en apprendre ?

E. O. W. : Qu'est-ce que Wikipédia ? C'est une production intellectuelle qui repose sur la collaboration de centaines de milliers de personnes de par le monde, lesquelles élaborent en continu une ency-

clopédie portant sur tous les sujets concevables. Tout le monde peut éditer ce que les autres font. Et cette encyclopédie est gratuite, il suffit de disposer d'un accès à Internet pour la consulter. Aujourd'hui, les bibliothèques publiques à travers le monde disposent d'un accès gratuit à Internet, y inclus dans les pays pauvres. Cette encyclopédie existe en plus de cent langues. Dans les langues les plus importantes, il existe plus d'un million d'entrées, l'anglais en compte plus de cinq millions. Le point crucial est que Wikipédia a détruit une industrie capitaliste vieille de plus de trois cents ans, à savoir les encyclopédies payantes. Aujourd'hui, il n'est plus possible de mettre sur le marché une encyclopédie financièrement viable. Ce modèle collaboratif gratuit a donc supplanté le marché. Il est devenu le *mainstream*, ce n'est pas juste une curiosité en marge d'institutions capitalistes florissantes. Ce n'est pas juste une utopie, c'est une utopie réelle. Wikipédia a en ce sens érodé les relations de propriété capitalistes.

A. M. : Est-ce un modèle possible pour les mouvements sociaux et politiques anticapitalistes ?

E. O. W. : Wikipédia soulève des problèmes, bien sûr. La rédaction d'article est par exemple dominée par les hommes, même si la proportion de femmes tend à augmenter. Mais c'est aussi une expérience riche d'enseignements pour nous.

On peut se représenter la société de deux manières différentes. La première consiste à utiliser la métaphore de l'organisme. Un organisme inclut divers organes. C'est un système fonctionnellement intégré, dans lequel chaque partie a une fonction assignée, et le tout fonctionne sur la base d'une division du travail permettant en principe le bien-être de l'ensemble, sauf en cas de pathologie. Nous disposons d'une théorie très puissante pour expliquer la façon dont cette intégration fonctionnelle survient : la théorie de l'évolution.

—
210
—
Une seconde métaphore vient de l'écologie, c'est la société comme écosystème. Pensez à un lac. Le lac est situé à un endroit donné, et en son sein ou autour de lui vivent des espèces différentes. Ces différentes espèces interagissent également, mais ne sont pas pour autant fonctionnellement intégrées, comme dans l'organisme. Il n'est pas vrai, par exemple, que la fonction des roseaux est de protéger les grenouilles qui vivent autour du lac, même si les grenouilles sont bel et bien protégées par eux. En somme, les interactions entre espèces sont contingentes, certaines reposent sur des liens fonctionnels, mais la plupart non. C'est un système beaucoup moins ordonné et intégré. En théorie des systèmes, on appelle cela un système « ouvert ». On peut filer la métaphore. Dans un écosystème comme celui-là, des nouvelles espèces peuvent être

introduites. Parfois, elles disparaissent rapidement. Dans d'autres cas, elles trouvent une niche où survivre. Mais à l'occasion, la nouvelle espèce devient invasive, et supprime d'autres espèces jusque-là dominantes. Si l'on se donne une représentation de la société comme écosystème, les espèces nouvelles sont les institutions anticapitalistes. Tout l'enjeu dès lors est de créer les conditions pour que ces nouvelles espèces prospèrent, et contaminent le système.

Toute société capitaliste inclut de nombreuses institutions non capitalistes. Pensez à la famille ou aux services publics. Le capitalisme ne pourrait fonctionner sans elles. Certaines de ces institutions sont fonctionnellement subordonnées au capitalisme, elles permettent au capitalisme d'être plus efficace. Mais certaines institutions non capitalistes sont en tension ou même en contradiction avec le capitalisme. Parfois, elles en viennent même à prendre le dessus sur ce dernier. C'est ainsi d'ailleurs que le marxisme a classiquement pensé la transition du féodalisme vers le capitalisme. Marx ne dit pas que l'on est passé d'un système à l'autre du jour au lendemain. Le capitalisme s'est d'abord développé dans les villes en tant que protocapitalisme, de nouvelles institutions comme le système bancaire sont apparues, et l'ensemble a eu un effet corrosif progressif sur le féodalisme. La « rupture » révolutionnaire

finale, par laquelle les institutions politiques s'ajustent aux institutions économiques, c'est la fin de l'histoire, au sens où cela survient tard dans le processus, et non au début. La transition du capitalisme vers un autre système doit être pensée dans les mêmes termes.

La question décisive est dès lors : quelles transformations politiques « par en haut » peuvent favoriser ce processus de dissémination des institutions anticapitalistes « par en bas » ? Je ne suis pas un anarchiste. Une perspective purement anarchiste dirait : il suffit de construire des alternatives par en bas, et d'ignorer l'État. Pour moi, c'est une stratégie sans espoir. Pour étendre de plus en plus l'espace de ces alternatives, des changements dans les règles du jeu institutionnel sont nécessaires. Cela implique de combiner les processus par en bas avec la prise de l'État ...

A. M. : Cela ressemble beaucoup à ce que Poulantzas dit à la fin de L'État, le pouvoir, le socialisme. Poulantzas insiste sur la nécessité de combiner démocratisation de l'État avec mouvements sociaux hors de l'État...

E. O. W. : Je n'ai pas relu ce livre depuis quarante ans ! Mais je reconnais bien volontiers la filiation. J'ai une dette intellectuelle envers Poulantzas, c'est en le lisant que j'ai développé mon style de pensée. J'écris un livre en ce moment, dans

lequel se trouve un chapitre sur l'État capitaliste. J'essaie justement de penser l'État comme écosystème, plutôt que comme « superstructure », pour reprendre une ancienne terminologie marxiste. Dans l'État bourgeois, les éléments capitalistes sont dominants. Mais cela ne signifie pas que l'on n'y trouve pas également des éléments non capitalistes. Poulantzas fait un constat similaire. Mais il a tendance à « fonctionnaliser » davantage les institutions non capitalistes, à insister sur le fait qu'elles servent en dernière instance la logique du capital. À mon sens, il a tort sur ce point.

A. M. : Le livre revient sur le problème de la planification, notamment dans le cadre d'un débat avec Michael Albert, et la perspective du « Parecon », ou « économie participative »³. Pourriez-vous préciser la façon dont se pose selon vous le problème de la coordination des systèmes économiques aujourd'hui, entre marché et plan ?

E. O. W. : Pour Michael Albert et les partisans de l'« économie participative », le marché n'a aucun rôle à jouer dans la future société. C'est un mécanisme qu'ils proposent de bannir entièrement. Pour eux, un peu de marché, c'est comme un peu de cancer... L'idée est de s'en débarrasser complètement. Pour moi, la comparaison est absurde. La planification a bien

3. Voir Albert Michael, *Parecon. Life after Capitalism*, Londres, Verso, 2003.

sûr un rôle central à jouer dans la coordination économique. Mais le système économique moderne est trop complexe pour ne s'en remettre qu'à un seul mécanisme de coordination. Par conséquent, il est souhaitable de combiner planification, marché, et aussi d'autres types de coordination. Wikipédia, vous l'aurez remarqué, ne relève ni de l'une ni de l'autre. Il est clair par exemple qu'en matière environnementale, nous avons besoin d'une planification rigoureuse à l'échelle macroéconomique. L'utilisation des ressources naturelles ne doit pas être laissée à l'anarchie du marché, elle doit être fixée sur la base d'une délibération démocratique, décidant des paramètres productifs.

Mais il y a des secteurs de l'économie où la planification n'est pas nécessaire, et même contreproduc-

tive. Je ne vois pas pourquoi, par exemple, on planifierait le nombre de restaurants existant à Paris. Une régulation du secteur de la restauration est certes nécessaire, dans ses dimensions sanitaires, ou de lutte contre les monopoles, afin de permettre aux petits restaurants de ne pas être écrasés par les grosses chaînes. Mais nul besoin qu'un bureau de planification centrale décide de combien de restaurants la société a besoin, il est préférable que cela se fasse de manière décentralisée. Tout l'enjeu est de reconnaître la complexité des processus sociaux à l'œuvre dans le capitalisme contemporain, et d'être imaginatif dans l'élaboration des alternatives. ■

*Entretien réalisé par
Razmig Keucheyan*